

1.

Tout en gardant le sens, transformez les phrases en utilisant les mots entre parenthèses.

0. Ne vendez pas vos Bons du Trésor américain. (Je souhaiterais...)
Je souhaiterais que vous ne vendiez pas vos Bons du Trésor américain.
1. Les ventes de voitures ont augmenté malgré l'aggravation de la crise. (bien que...)
2. Discuter de la crise mondiale et de l'approche des gouvernements sont les sujets de la presse économique. (se concentre sur...)
3. En cas de nombreux dépôts de bilan à ce trimestre, le secteur pourrait connaître de nouvelles défaillances d'ici à mai. (Si...)
4. L'Etat a demandé aux banques de réserver 5 milliards d'euros pour des crédits export aux compagnies aériennes. (Les banques...)
5. L'annulations des livraisons pourraient, en désorganisant la production, fragiliser de nombreuses sociétés. (...dû/e/s à...)
6. Pourquoi faut-il procéder à une augmentation de capital, alors que vous n'en avez pas besoin ? (Le directeur voulait savoir...)
7. Le responsable a exclu l'accueil des investisseurs de court terme. (L'accueil...)
8. Pour soutenir le projet, l'Etat a attribué une prime au constructeur, ce qui devait permettre de sauver 458 emplois.(permettant...)
9. Deux Français sur trois se disent satisfaits de leur électricité nucléaire. Ce moyen de production n'émet pas de CO₂ .(qui...)
10. Occupant une ancienne tour de bureaux trop petite, un nouveau bâtiment est en cours de construction pour la BCE. (puisque...)

Max : 10 points

2.

Cherchez les mots superflus et inscrivez-les dans le tableau. Attention, il y a des lignes sans faute et des lignes avec un mot superflu ! La première ligne vous sert de modèle.

Envoyer des SMS, lire des courriels, télécharger et des films ou de la musique sur son portable depuis l'étranger peut se révéler coûteux. La Commission européenne cite l'exemple d'un Allemand qui s'est vu le réclamer 46 000 euros par son opérateur pour avoir téléchargé un programme à télévisé quand il était en France. C'est pour limiter ces dérives que les eurodéputés vont débattre, d'un texte par plafonnant les tarifs de l'Internet mobile. Depuis l'été 2007, les prix des ses appels passés ou reçus sur un portable à l'étranger sont plafonnés dans l'UE. Les Européens à l'étranger ne pourront utiliser l'Internet mobile sans nous craindre une facture astronomique. La mesure phare du texte est la fixation d'un prix de 11 centimes d'euro pour les SMS d'envoyés. Aujourd'hui, ces messages-textes sont facturés dans l'UE 28 centimes, soit dix fois non plus que pour un envoi national. Pour les services d'Internet mobile à l'étranger, seuls les tarifs de gros seront plafonnés.

et

Max : 5 points

3.

Lisez ce passage et choisissez la bonne expression parmi les trois solutions données.

LA CRISE ECONOMIQUE

A partir de la mi-octobre 2008, les prêts interbancaires, ____0_ (C). par les Etats, reprennent petit à petit, sans que cela interrompe pour autant ce qui est maintenant devenu une crise du crédit. En effet, tous les ____1_ possédés par les banques et ceux qui ____2_ des prêts ont perdu depuis le début de l'année près de 50% de leur valeur.

La crise financière s'est transformée en crise économique. Le ____3_ de chômage explose instantanément aux Etats-Unis (500 000 chômeurs de plus en octobre), puis en Angleterre, en Europe et dans le reste du monde. ____4_ cette situation, en décembre 2008, les gouvernements européens, décident d'adopter des plans de ____5_ de l'économie, en faisant intervenir l'Etat.

Quelle que soit la rapidité de la mise en place des décisions ____6_ dans ces plans de relance, leurs ____7_ positifs sur les économies nationales ne seront pas visibles avant le second semestre 2009, voire avant 2010.

La sortie de crise implique l' ____8_ des bilans des banques et la restauration de la confiance des ____9_ et des prêteurs. Elle dépend aussi de la réparation du système bancaire, et de l'application des nouvelles règles et régulations qui seront sans doute ____10_ en mars et avril 2009.

<http://www.kezeco.fr>

	A	B	C
0	donnés	assurés	garantis
1	budgets	actifs	actions
2	cautionnaient	acquittaient	accréditaient
3	nombre	niveau	taux
4	face à	malgré	évitant
5	rejet	relance	réduction
6	arrachées	arrêtées	audacieuses
7	effectifs	affectivités	effets
8	assainissement	envolée	attache
9	investisseurs	banques	créateurs
10	avisées	adoptées	adaptées

Max : 5 points

Trouvez le passage qui correspond au titre. Écrivez le numéro des paragraphes dans les cases correspondantes. Dans certains cas quelques paragraphes peuvent être utilisés plus d'une fois ou pas du tout.

L'OCCIDENT VA DEVOIR APPRENDRE À PARTAGER

1. Il ne s'agit pas de la Grande Dépression de nos grands-parents, mais bien de la nôtre. Et elle va nous marquer, nous transformer de façon inédite. Du fait de son accumulation de créances douteuses et de restrictions du crédit qui en résultent, elle a dans ses origines mêmes des éléments semblables au traumatisme économique et social qui nous a donné Hitler et le New Deal.

2. Le déroulement de notre crise, les dommages qu'elle provoque seront cependant différents. Ses effets sur le long terme peuvent même se révéler étonnamment utiles, en remodelant notre économie globale et nos systèmes sociaux selon des modes fondamentalement positifs.

3. Notre Grande Dépression, d'abord et avant tout, peut ne pas être aussi désastreuse que la première. Il est peu probable que les Etats-Unis connaissent la baisse de 26,6 % du produit intérieur brut (PIB) et de 25,7 % du revenu réel des ménages qu'a subie le pays entre 1929 et 1933. On ne verra pas de tristes colonnes de familles de fermiers fuyant les grandes plaines ni de vagabonds sur le toit des trains, pas de bidonvilles baptisés "Obamavilles", comme on disait à l'époque les "Hooverilles".

4. La différence fondamentale tient au fait que, dans les années 1930, la plupart des pays développés étaient encore composés d'une main-d'œuvre rurale et industrielle ayant peu d'instruction. Aujourd'hui, les Etats-Unis et les autres pays développés se caractérisent par une importante classe moyenne, des propriétaires qui disposent de plans d'épargne et de régimes de retraite, frappée de plein fouet par une chute des actions et des valeurs immobilières..

5. Dans les pays développés, en dehors de la classe moyenne, on identifie clairement les premières victimes de la crise actuelle : ce sont les clandestins, les personnes peu instruites et les jeunes. Les 11 à 12 millions d'immigrés clandestins aux Etats-Unis et les 8 millions en Europe vont en effet servir d'amortisseurs de sorte que le chômage des citoyens n'atteindra pas le niveau des années 1930. Les immigrés sans papiers auront encore plus de mal à trouver du travail, puis à se faire payer, puis à avoir de quoi vivre décemment. Ceux qui resteront entraîneront une baisse des salaires des non qualifiés.

6. Quant aux jeunes, contrairement à leurs parents, ils sont très nombreux à s'engager dans des études nécessitant des emprunts assez importants. Or ils arrivent dans une période de récession, et un nombre croissant d'emplois qu'ils pourraient espérer décrocher risquent d'être délocalisés. En outre, ils ont toutes les chances d'être confrontés à leurs aînés du baby-boom prêts à se battre bec et ongles pour conserver leur travail, puisque, en raison de la dégringolade des marchés financiers, ils seront moins nombreux à pouvoir prendre leur retraite.

7. Nous devons comprendre à quel point nos habitudes d'achat et de consommation ont changé. Entre 1951 et 1983, la consommation américaine est restée comprise entre 60 % et 64

% du PIB. Depuis 1983, elle a progressé régulièrement pour atteindre 71 % à la fin de l'année 2007. Cette période d'hyperconsommation insensée touche maintenant à sa fin. Sous cet aspect, au moins, la Grande Dépression de notre génération pourrait avoir un effet salutaire à long terme : le retour à l'épargne.

8. D'autres changements sont manifestement en cours. Aujourd'hui, la plupart d'entre nous ont conscience que l'essence est une ressource limitée et que notre bonne vieille Terre aurait du mal à suivre si un milliard d'Indiens et un milliard de Chinois prenaient la route comme le font les Américains : les réserves de pétrole de l'Arabie saoudite seraient épuisées en moins de dix ans. Les choses doivent changer.

9. Cette crise ne va pas changer uniquement nos systèmes économique et industriel. La manière dont le capital, les modes de fabrication, le personnel d'encadrement et les goûts des Américains se sont répandus dans le monde entier au cours du XX^e siècle a toutes les chances d'être détrônée dans l'avenir.

10. Le système de valeurs de la "grande génération", ceux qui ont grandi dans les années 1930, était caractéristique. Ils croyaient en l'épargne, l'action collective, la capacité et le devoir de l'Etat à se conduire honorablement et en la nécessité de solidarité et d'abnégation. La grande génération n'y a pas simplement cru ; elle l'a vécu, et très vite elle a dû se battre pour cela. Nous semblons voués à apprendre à nouveau leurs leçons.

LE MONDE, 27.03.09

A	Le paradoxe de l'utilité de la perte	
B	Les symptômes ne seront pas les mêmes	
C	La structure de la société est déjà différente	
D	Les similarités avec la grande crise historique	
E	Les couches les plus touchées	
F	Seniors contre juniors	
G	Il faut revenir à l'économie	
H	Le partage des biens	
I	Le déclin de l'ancien modèle	
J	La prise de conscience nécessaire	
K	Lutte de concurrence sur le marché de travail	

Max : 15 points

1.

Lisez le texte ci-dessous et faites-en un résumé en hongrois au tiers. Écrivez-le pour un public connaissant le sujet. Ne traduire aucune partie du texte.

MEFIEZ-VOUS DU PETROLE PAS CHER

Avec 35 % de la consommation énergétique de la planète, le pétrole est la première des énergies consommées dans le monde. Mieux : quasiment plus aucune production, aujourd'hui, ne peut fonctionner sans transport, donc sans pétrole : activités de bureau, (les salariés ont besoin de se rendre à leur travail), commerces, dont l'essentiel n'existe plus sous la forme actuelle sans camions et sans voitures, des industries qui doivent chauffer des matières, réceptionner des fournitures et livrer des clients, etc.

Non content d'étancher un tiers de notre soif énergétique, pour un prix ridicule (en Occident, le pétrole vaut mille fois moins cher que le travail humain qu'il remplace), le pétrole sert aussi d'étalon pour le prix des autres énergies. Le gaz est ainsi vendu avec un prix qui varie largement comme celui du pétrole et c'est aussi largement vrai pour le charbon. C'est donc dire que si le prix du pétrole augmente, c'est le prix de toute l'énergie qui augmente, y compris celui de l'électricité, puisque, dans le monde, les deux tiers de cette dernière sont fabriqués avec des combustibles fossiles. Et après ? Après, si le pétrole augmente vite, c'est... la récession. Depuis 1970, toutes les hausses significatives du prix du baril se sont terminées par une récession, pendant laquelle ledit prix s'est du reste mis à baisser. Tout cela est normal : l'économie, ce n'est qu'une succession de transformations physiques et chimiques effectuées à partir des ressources naturelles, et, par définition, il n'existe pas de telles transformations sans énergie. Dès lors, tout devient très simple : un prix de l'énergie qui baisse, ce sont des transformations rendues moins onéreuses et donc une économie qui croît, et, à l'inverse, une énergie qui augmente rapidement, c'est la récession à peu près assurée.

85 % de notre consommation d'énergie actuelle venant de stocks finis (charbon, pétrole, gaz, uranium 235), les mathématiques nous imposent qu'il y aura, pour ces énergies, un maximum à la production annuelle puis un déclin. Pour le pétrole, les opérateurs (Total, Shell, BP et d'autres) ne cessent de nous répéter désormais que cela arrivera dans les cinq ans, si ce n'est déjà le cas, et dans les quinze ans pour le gaz. Il est à peu près évident que, si nous ne nous mettons pas en économie de guerre pour sortir de cette situation très vite, ce qui nous attend risque fort d'être plus une succession de récessions brièvement entrecoupées de rémissions que la hausse perpétuelle du pouvoir d'achat promise par le premier candidat venu.

Dans ce contexte, le pétrole redevenu peu cher est source de tous les dangers. Il laisse croire que le problème de l'approvisionnement a disparu, alors que c'est juste le reflet d'une demande qui baisse à cause de la récession ; il dissuade de faire les investissements structurants pour économiser l'énergie fossile, alors que ces derniers ne pourront être faits en une semaine « le moment venu », puisque cela concerne les logements, l'urbanisme industriel, les transports, la production électrique et même la structure des métiers ; il éloigne le spectre de la pénurie, alors que la récession actuelle menace justement la stabilité du monde et donc nos approvisionnements futurs.

Si un pétrole trop peu cher est une mauvaise affaire, même en temps de récession, la solution est d'une simplicité biblique : il faut en monter le prix. Même maintenant ? Oui, même maintenant, pour au moins deux raisons. La première: il faut redémarrer l'activité (en fait l'emploi) sur de bonnes bases et donc avec la perspective d'un accès à l'énergie fossile qui ne sera pas de plus en plus facile, mais bien de plus en plus freiné, et qui doit de toute façon

l'être pour éviter un changement climatique. La seconde est que cela dégage des rentes disponibles pour les Etats consommateurs pour financer la reconversion.

Le débat qui naît sur la taxe carbone est donc bienvenu. Il faut juste ne pas se tromper de priorités : la taxe carbone n'est pas un accessoire à la suppression de la taxe professionnelle, mais une proposition principale. Car le principal but de cette taxe carbone n'est pas de boucher un trou dans les recettes de l'Etat, c'est de modifier le comportement des acteurs économiques pour éviter les crises à répétition, dont celle-ci n'est peut-être qu'un premier exemple pas trop méchant. Pour parvenir à ce résultat, il faut des modalités particulières et notamment une hausse régulière et programmée du prix final pour le consommateur, seule manière de lui donner la nécessaire visibilité pour programmer ses investissements.

754 mots

<http://www.lesechos.fr/20/02/09>

Max : 25 points

2.

Résumez le texte en français au tiers.**A FRANCHISE-HÁLÓZATOK**

A mostani gazdasági visszaesés afféle próbaköve lehet a hazai franchise-mozgalomnak, amennyiben a kultúrát nálunk meghonosító nemzetközi láncok nyomdokaiban haladó, esetenként már a környező országokban is terjeszkedő magyar franchise-gazdák most megmutathatják, hogy a partnerláncok valóban válságállóbbak a független vállalkozásoknál. A recessziós stratégiákról, a szűkülő piacokon eredményes üzleti magatartásról kérdeztük a „szektor” szakértőit és reprezentánsait.

Egy franchise-rendszer összehasonlíthatatlanul stabilabb, mint egy független vállalkozás, amit egyébként a nemzetközi statisztikák is alátámasztanak - hangsúlyozta Haraszi Mihály franchise-tanácsadó, hozzátéve: amíg a kezdő vállalkozások 20 százaléka már az első évben tönkremegy, ez az arány a franchise-rendszerekben 5 százalék alatti. Ami azzal magyarázható, hogy a franchise-rendszer két oldalán álló rendszergazda és partnerei a kölcsönös sikerben érdekeltek, egymás nélkül nem lehetnek eredményesek. A lánc kiépítője ugyanis csak akkor nyeri vissza befektetett pénzét, ha az egyes láncszemek eredményesek, s a partnerek is csak akkor boldogulhatnak, ha életképes lánc tagjai. Véleménye szerint egy tisztességesen elkészített franchise-rendszer válságálló képessége jobb a hagyományos üzleti vállalkozásokénál, mert van stratégia, üzleti modell, piacfelmérés, és ugye nem szabad elfelejteni, hogy a franchise lényege a versenylőny - e nélkül nem is jönne létre a lánc.

Csodák persze nincsenek, a krízisek a franchise-láncokat sem kerülik el, mégsem mindegy, hogy egy vállalkozás milyen mélyen és mennyire gyorsan kerül válságba. Krízishelyzetben a legfontosabb, hogy végiggondoljuk az alapokat: a stratégiát, az üzleti modellt, a cég pozicionálását. A tapasztalat ugyanis azt mutatja, hogy azok a cégek, amelyek nem sajnálják az időt a számvetésre és az önvizsgálatra, jobb helyzetben vannak, mint a sodródók. Különösen veszélyes válasz a válságszituációkra az átgondolatlan teljesítménynövelés, amivel csak a rossz modellt pörgetik fel és a veszteséget turbózzák.

Ilyen időszakban két fontos területre kell koncentrálnia a franchise-gazdának. Egyrészt vissza kell térni az alapokhoz, s meg kell vizsgálni, hogy milyen szolgáltatáson alapul az üzlet. A másik fontos szempont, ha az alapszolgáltatások megerősítése már megtörtént: az újítások kezelése. A piac szűkülése és a recessziós hullámverés nem csak negatívumokat hordoz, hanem kínáló lehetőségeket is rejt. Ilyenkor lehet ugyanis alkalmas stratégiával, újszerű termékekkel, megbízható szolgáltatásokkal és drasztikusan visszafogott költségekkel ellépni a versenytársaktól. Hasonlóan vélekedik Lavotha Ildikó, a Magyar Franchise Szövetség elnöke, aki úgy látja: a jelenlegi recesszív környezetben a nagyobb rendszereknek, így a franchise-hálózatoknak is jobb esélyük van a talpon maradásra, mint az egyes vállalkozásoknak, s az egész piacot újrafogalmazó válság a franchise-rendszerek pozícióit akár még meg is erősítheti. A szövetség megpróbálja feltérképezni és tagjai felé közvetíteni a lehetőségeket, így a kormányzati oldalról a munkahelymegtartó pályázat érdemel említést. Továbbá az a körülmény, hogy az előző évhez képest az idén talán növekszik a pályázatokon belül a vissza nem térítendő rész aránya. A hazai franchise-cégek válságtűrő képességét nehéz megjósolni - mondta Lavotha Ildikó -, ugyanis ez a terület nem szektorális, hanem számos szektor képviselteti magát, melyeket eltérő módon érint a válság. Mindenesetre a szövetség a pályázatok és a hitelek terén fejt ki elsősorban lobbitevékenységet, mert a jelenlegi piaci viszonyok között a túlélés záloga egyértelműen a finanszírozás.

Üzlet & Siker 2009 március, 479 szó

Max : 20 points

Lisez le texte ci-dessous et commentez-le en français, en exprimant votre point de vue. Résumez d'abord le texte en une centaine de mots et faites vos commentaires pour un public connaissant le sujet en deux cents mots environ (300-350 mots).

LA RETRAITE, QUELLE RETRAITE ?

La crise économique va obliger tout le monde à travailler plus longtemps. D'un côté, les déficits publics s'alourdissent, ce qui fait que les Etats auront toujours moins de moyens pour verser des retraites généreuses à leurs fonctionnaires. De l'autre, la chute des marchés fait fondre la valeur des plans d'épargne privés pour la retraite. Il y a trois solutions possibles : relever les impôts, abaisser le niveau de vie des personnes âgées, ou retarder le départ à la retraite.

Avant même que la crise n'éclate, la prétendue bombe à retardement démographique était déjà un sujet de préoccupation. Les gens sont mieux soignés et le nombre d'enfants par famille a baissé. Résultat de ces bienfaits : il y aura de moins en moins d'actifs pour faire vivre de plus en plus de retraités. Les statisticiens mesurent le "ratio de dépendance", c'est-à-dire le rapport entre la population de plus de 65 ans et celle qui a entre 15 et 64 ans.

La crise est donc venue aggraver une situation déjà tendue. Barack Obama, Gordon Brown et leurs homologues ont engagé des plans de relance pour empêcher la récession de dégénérer en véritable dépression. Le Fonds monétaire international (FMI) prévoit que le poids de la dette publique des pays développés du G20 va bondir de 79 % du PIB en 2007 à 104 % en 2014.

Il existe deux sortes de fonds de retraite privés. Il y a d'abord les plans proposés par certaines entreprises. Ils garantissent aux retraités un pourcentage fixe de leur dernier salaire. Les employeurs en question ont constitué des fonds de pension censés tenir cette promesse, et quelles que soient les évolutions de la valeur du fonds, ils sont tenus de respecter leurs engagements.

Il y a ensuite les systèmes où les retraites sont assises sur un pot commun de fonds, alimentés et investis au fur et à mesure des années, et où les épargnants ont éventuellement été aidés par leur employeur. Las, la crise est passée par là : « ces bas de laine » ont rétréci, réduisant d'autant le montant des pensions futures.

Le financement des retraites est un véritable casse-tête. Mais il faut aussi voir le bon côté des choses : les gens vivent plus longtemps et en meilleure santé. Soyons honnêtes, si nous devons vivre jusqu'à 85 ans, est-il vraiment souhaitable que nous prenions notre retraite à 65 ans pour passer les vingt années suivantes affalés devant la télévision, dans la solitude et la déprime ?

LE MONDE

414 mot

Max : 20 points